

# sommaire

Préface .....9

Introduction .....15

## Une définition impossible, une origine discutée

« Le capitalisme, c'est simplement l'économie de marché. » 21

« Le capitalisme naît avec la révolution industrielle. » ....35

« Le capitalisme est un modèle universel. » .....51

## Une dynamique ambivalente

« L'actionnaire est propriétaire de l'entreprise. » .....61

« Les grandes entreprises assument une responsabilité sociale. » .....71

« L'État, c'est le problème, certainement pas la solution. » .79

## Bienfaits et méfaits du capitalisme

« Dans le capitalisme, il n'y a pas de place pour les états d'âme. » ..... 99

« Le capitalisme, c'est le progrès. » .....107

« Les inégalités sont inévitables. » .....115

## **Vive la crise !**

|                                                |     |
|------------------------------------------------|-----|
| « Le capitalisme, va s'autodétruire. » .....   | 127 |
| « Il n'y a pas d'alternative. » .....          | 133 |
| « Il n'y a pas pas de bon capitalisme. » ..... | 143 |

|                                       |     |
|---------------------------------------|-----|
| <b>Conclusion</b> .....               | 149 |
| et solutions de sortie de crise ..... | 151 |
| l'énigme chinoise .....               | 157 |

## **Annexes**

|                            |     |
|----------------------------|-----|
| Pour aller plus loin ..... | 163 |
|----------------------------|-----|

## « Le capitalisme est un modèle universel. »

*Les caméléons changent de couleur,  
mais ce sont toujours des caméléons.*

Fernand Braudel

Le capitalisme peut se définir sur une feuille de papier blanc. On définit alors *a priori* un modèle idéal-type, ce qui ne veut pas dire un modèle de société qui serait idéale. C'est simplement une méthode qui permet de confronter ce qui est écrit sur la feuille de papier avec une réalité à observer. C'est ce que fait le sociologue Max Weber lorsqu'il cherche à établir noir sur blanc une liste des dimensions jugées essentielles pour caractériser le capitalisme et cela de la façon la plus « chimiquement » pure possible.

Il s'agit de construire un modèle qui puisse résister aux cultures nationales, aux trajectoires socio-historiques des États. Le capitalisme se transforme en substantif immuable, en un modèle universel qui serait sans culture, « *culture free* » comme un produit sans sucre « *sugar free* ». Or, dans la réalité, ce n'est pas comme cela que les choses se passent dans la mesure où les institutions et les normes sociales et morales vont modeler et modifier sans cesse le modèle. Il n'existe pas un modèle qui serait universel ; parler du « capitalisme » au singulier, c'est ignorer le fait qu'un capitalisme concret renvoie à l'histoire économique du pays concerné et cela sur une longue durée. Un pays connaît des accidents de

parcours (guerre, crise), des décisions politiques prises deviendront irréversibles. Exemples parmi d'autres : le service national de santé (*National Health Service*) créé au Royaume-Uni après la Seconde Guerre mondiale, à l'initiative de Lord Beveridge, est une institution à laquelle les Anglais restent très attachés et ce service public résistera au démantèlement proposé par le gouvernement libéral de Margaret Thatcher. Cette forme de protection sociale a survécu et survivra longtemps en Angleterre en dépit de toutes les attaques libérales pour privatiser le secteur de la santé. Ce constat vaut pour l'Angleterre mais n'a guère de sens dans un pays comme le Japon où les assurances privées ont toujours dominé le secteur santé et cela « naturellement ». En Allemagne, le principe des assurances sociales a été institué par le chancelier Bismarck dès 1881 et il est prévisible que les responsables de tout bord politique ne prendront pas le risque de remettre en question ce principe qui est gravé dans le marbre allemand. Autre exemple, celui du programme économique issu de la Résistance en France. L'alliance entre communistes et gaullistes scellera la nationalisation des entreprises de production et de distribution d'électricité en créant Électricité de France ; cette entreprise nationale restera longtemps une vache sacrée à ne pas trop bousculer en dépit des pressions de la Commission européenne qui souhaite voir disparaître les monopoles publics au nom du principe de concurrence inscrit dans le traité de Rome ; on pourrait faire le même raisonnement avec la SNCF qui résiste tant bien que mal aux directives européennes sur la dérégulation ferroviaire en ayant séparé juridiquement ce qui relève des investissements et ce qui relève de l'exploitation des lignes.

Il y a là une spécificité française qui perdure dans des sanctuaires, marquant un capitalisme à la française. Le capitalisme pensé chimiquement pur ou comme idéologie ne se retrouve donc pas sur le terrain des pratiques. Même si la théorie libérale ne conçoit qu'un modèle unique de capitalisme, on peut en fait parler d'une variété de capitalismes...

C'est certainement l'ouvrage de Michel Albert *Capitalisme contre capitalisme* qui peut être considéré comme le premier travail d'analyse comparative des capitalismes concrets. Le capitalisme annoncé comme modèle universel sous les gouvernements libéraux de Thatcher (1979) et de Reagan (1981) est en train de marquer des points, il sort victorieux (1989) du combat qu'il mène depuis des années contre son système concurrent, le communisme. S'agit-il d'une victoire à la Pyrrhus ?

Michel Albert dégage de ses observations deux modèles : l'un qu'il qualifie de modèle anglo-saxon, l'autre de modèle rhénan. Ces deux modèles sont en fait des frères ennemis, concurrents mais ils se livrent une guerre plus sourde que frontale.

Le capitalisme qualifié d'« anglo-saxon » peut se définir schématiquement de la façon suivante : il est construit sur le principe de la liberté d'entreprendre, sur la consommation plutôt que sur l'épargne ; le crédit comme source de financement va y jouer un rôle central ; le point d'application du système est l'individu ; l'individualisme est le principe de base et non la solidarité sociale. Les initiatives partent des individus et la réussite, comme l'échec, relève toujours des individus. Les amortisseurs sociaux mis en place par une autorité publique sont absents ; la protection sociale est une

politique publique considérée comme contre-productive dans la mesure où elle anesthésie l'énergie et favorise la paresse. Au lieu d'être un assisté, l'individu est, avant toute chose, entrepreneur de lui-même. L'argent n'est pas un tabou et l'enrichissement est une fin qui doit être recherchée par tous les moyens ; en s'enrichissant le plus vite possible, les riches donnent ainsi l'exemple aux pauvres qui se rendent compte alors que l'on peut toujours s'en sortir si l'on a la volonté. Aux amortisseurs sociaux seront préférés des amortisseurs moraux. Par exemple le fait que les riches doivent savoir redistribuer leur richesse en créant des fondations privées pour aider les plus démunis mais aussi pour développer la science et la culture. La redistribution de la richesse peut et doit relever de l'initiative privée. Relèvent de ce modèle bien sûr les États-Unis et le Royaume-Uni et aussi plusieurs pays comme l'Australie ou le Canada.

Le capitalisme qualifié de « rhénan » présente des caractéristiques différentes. Construit aussi sur la libre entreprise et la propriété privée des moyens de production, l'épargne est préférée à la consommation à crédit, l'organisation industrielle va aussi être différente, notamment dans la façon de gérer les entreprises et dans le rôle joué par l'actionnaire. Dans le modèle rhénan, les banques interviennent à côté des entreprises et ce ne sont pas les opérateurs boursiers qui vont décider des stratégies des entreprises. Il existe une symbiose entre les grands groupes industriels et les banques ; il n'est pas rare de voir siéger des groupes industriels au conseil de surveillance des banques. On peut parler d'une sorte de communauté industrialo-financière sous le regard bienveillant des syndicats qui jouent le jeu. Le modèle rhénan est également moins inégalitaire et un système fiscal

assure une redistribution des richesses qui est acceptée par les contribuables les plus aisés qui ne se révoltent pas ni ne s'évadent du territoire où ils sont fiscalement imposables. Quels pays répondent à ce modèle rhénan ? L'Allemagne qui sera réunifiée, la Suisse mais aussi, de façon plus surprenante, le Japon.

Cette dichotomie établie par Michel Albert a vingt ans. Déjà, Michel Albert notait des signes annonçant la victoire du modèle anglo-saxon sur le modèle rhénan. Les banques allemandes commençaient à être attirées par les marchés financiers, les grandes entreprises japonaises se posaient des questions sur l'immuabilité du principe de l'emploi à vie et commençaient à lorgner sur les méthodes plus expéditives du management américain moins soucieux du long terme. Le recul du modèle rhénan trouvera sa confirmation, même si des poches de résistance existent comme par exemple le capitalisme suédois.

Il faudrait aussi faire une place à part au capitalisme français qui va connaître une poussée de fièvre colbertiste dans les années Mitterrand avec la volonté de nationaliser les entreprises et les banques. Cette volonté de reprise en main de l'industrie par l'État sera sans lendemain. Le capitalisme n'est plus national, il se développe plutôt à coup d'alliances stratégiques entre groupes. Les groupes européens scellent des alliances avec des groupes indiens, fabriquant un capitalisme inédit, un *capitalisme indo-européen* rentrant difficilement dans la dichotomie de Michel Albert.

La dernière remarque sur cette dichotomie concerne la Chine. Il est fait significatif que la Chine n'apparaisse pas dans ce travail d'analyse comparative des capitalismes concrets. En 1990, la Chine n'existe pas économiquement et

ne fait encore pas l'objet d'inquiétudes venant des pays riches. La rentrée de la Chine dans le jeu de la mondialisation est en effet spectaculaire et sur un temps court, pas même vingt ans. Connaissant un taux de croissance annuel de 9 % par an depuis vingt ans, la Chine dispose d'un PIB aujourd'hui équivalent à celui du Japon. Ramené au PIB par tête, la performance semble évidemment fort modeste mais la taille de la population chinoise rend ce ratio sans grande signification quand on sait que ce pays doit créer tous les deux ans un nombre d'emplois équivalent à la population active d'un pays comme la France. Pour tenir constant ce taux de croissance annuel, la Chine est devenue en un temps record, un gigantesque atelier de production pour les pays riches dont les États-Unis, son premier client et aussi son premier débiteur. Ces derniers étaient les plus grands débiteurs du monde il y a vingt ans, financés par les pays relevant du modèle rhénan c'est-à-dire les deux vaincus de la Seconde Guerre mondiale, le Japon et l'Allemagne, deux pays « dispensés » de dépenses militaires. Vingt ans après, les États-Unis sont toujours les plus grands débiteurs du monde mais c'est au tour de la Chine de financer la dette publique avec les dollars provenant de ses exportations massives. L'économiste Jean-Marc Daniel tente un raccourci pour faire comprendre ce qui est en train de se passer sous nos yeux : « *Au sein du capitalisme et cela depuis les premières observations de Marx sur la production capitaliste dans la manufacture industrielle de Manchester, l'ouvrier de Manchester travaillait pour l'habitant de Londres. Celui de Chine travaille pour l'habitant de New York. L'ouvrier de Manchester fabriquait des cotonnades vendues à Oxford Street. L'ouvrier de Shanghai fournit Walmart en tee-shirts achetés*

*dans les centres commerciaux américains.* » Il faudrait ajouter que si la Chine se trouve être le premier grand atelier manufacturier du monde, c'est à l'initiative des grandes entreprises qui laissent se développer ce gigantesque jeu de Lego.

S'agissant du capitalisme en Chine, il faut reconnaître également que l'on se trouve devant un cas tout à fait inédit puisque le régime communiste, non seulement reconnaît le capitalisme comme système, mais y participe activement en le transformant et en pesant de tout son poids sur les règles du jeu des marchés monétaires en refusant de faire de sa monnaie nationale le yuan une devise convertible. Il faudrait trouver un mot valise pour qualifier ce modèle étrange sans équivalent qui contient à la fois le communisme et le capitalisme ; un humoriste hongrois avait trouvé Mac-Lénine pour rendre compte de cette fusion simultanée de deux logiques contradictoires. Lénine mangeant un Mac Donald. Une situation certainement impossible pour Marx même en plein cauchemar : une économie tenue dans une main, non plus la main invisible du marché, ni la main visible des hauts dirigeants des groupes industriels, mais la main invisible des responsables d'un parti communiste bien visible lorsqu'il doit répondre à des menaces économiques et politiques.